



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**Recueil spécial 75.2022 - édition du 31/03/2022**





**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des Territoires et de la Mer**

**Service Eau, Agriculture,  
Forêt et Espaces Naturels**

**Mission chasse et faune sauvage**

Ref : DDTM-SEAFEN-AP n°2022-052

Nice, le **28 MARS 2022**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL RELATIF À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, À LA CHASSE ET À L'USAGE DES  
ARMES À FEU  
DANS LE DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

**LE PRÉFET DES ALPES-MARITIMES  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 420-2, L. 424-4 et R. 427-21 ;  
**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L. 2215-1 ;  
**Vu** le code de la sécurité intérieure, et notamment l'article R. 315-4 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 1 août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans un but de repeuplement ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral de sécurité publique n°2017-52 du 16 janvier 2017 modifié par l'arrêté préfectoral 2017-1047 du 1<sup>er</sup> décembre 2017 ;  
**Vu** la circulaire n°82-152 du 15 octobre 1982 du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation relative à la chasse, à la sécurité publique et à l'usage des armes à feu ;  
**Considérant** qu'il convient, dans l'intérêt de la sécurité publique, de réglementer l'usage des armes à feu ;

**ARRÊTE**

**Article 1 – champ d'application**

Le présent arrêté s'applique à toute personne transportant une arme à feu, à l'exception des agents chargés d'une mission de service public, notamment :

- les agents de l'office français de la biodiversité,
- les lieutenants de louveterie lors des opérations de destruction ordonnées par l'autorité administrative,

- les gardes-chasse particuliers lors des opérations de destruction d'animaux susceptibles d'occasionner des dégâts menées sur le territoire sur lequel ils sont commissionnés, dans le cadre des dispositions de l'article R. 427-21 du code de l'environnement,
- les piégeurs agréés lorsqu'ils sont amenés à assurer la mise à mort d'un animal.

## **Article 2 – transport et usage des armes à feu**

Il est rappelé que conformément à l'article R. 315-4 du code de la sécurité intérieure, les armes à feu doivent être transportées de manière à ne pas être immédiatement utilisables, soit en recourant à un dispositif technique répondant à cet objectif, soit par démontage d'un de leurs éléments.

De plus, il est interdit en toutes circonstances :

- de se placer en position de tir ou de faire usage d'armes à feu dans toute direction susceptible de mettre en danger les personnes et les biens situés à portée de tir, notamment les routes, chemins, pistes, voies ferrées, stades, lieux de réunions publiques, habitations particulières, caravanes, remises, abris de jardin, lignes électriques et lignes téléphoniques, ainsi que, eu égard au risque de ricochet, dans tout angle de moins de 30° par rapport à cette direction ;
- de se placer en position de tir ou de faire usage d'armes à feu à moins de 150 mètres des bâtiments habités. Par dérogation, cette interdiction ne s'applique pas aux personnes participant à une opération de destruction ordonnée par l'autorité administrative, dès lors que ces personnes satisfont aux deux conditions suivantes :
  - elles ont suivi une formation préalable sous la responsabilité de l'office français de la biodiversité,
  - elles n'ont pas été reconnues coupables d'avoir commis une infraction aux dispositions du titre II du livre IV du code de l'environnement relatives à la chasse, de type contravention de cinquième classe ou délit ;
- de se placer en position de tir ou de faire usage d'armes à feu depuis un véhicule à moteur, sauf pour les personnes souffrant d'un handicap moteur dans les conditions prévues au dernier paragraphe de l'article L. 424-4 du code de l'environnement.

## **Article 3 – abrogation**

L'arrêté préfectoral de sécurité publique n°2017-52 du 16 janvier 2017 modifié par l'arrêté préfectoral 2017-1047 du 1<sup>er</sup> décembre 2017 est abrogé.

## **Article 4 – recours**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction départementale des territoires et de la mer ainsi que d'un recours hiérarchique auprès de la ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du tribunal administratif de NICE dans le même délai suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique. Les particuliers ont la

possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif par la voie électronique via l'application internet « télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr>).

#### **Article 5 – exécution**

Le directeur départemental des territoires et de la mer, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, le président de la fédération départementale des chasseurs ainsi que toutes les autorités habilitées à assurer la police de la chasse, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dans toutes les communes du département par le soin des maires.

*Le Préfet des Alpes-Maritimes*

CAB 4352

  
Bernard GONZALEZ

Nice, le **29 MARS 2022**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 - 282**  
**PORTANT PUBLICATION DE LA LISTE DES CANDIDATS ADMIS AU RECYCLAGE DU BREVET  
NATIONAL DE SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1979 modifié fixant les modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

**VU** l'arrêté ministériel du 5 septembre 1979 modifié portant agrément des associations en vue de la préparation au brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2021 portant agrément à la formation aux premiers secours au centre de formation et d'intervention de Cannes, rattaché à la délégation départementale de la société nationale de sauvetage en mer des Alpes-Maritimes ;

**VU** le jury d'examen du brevet national précité, organisé par le centre de formation et d'intervention de Cannes, qui s'est tenu le 25 mars 2022 ;

**VU** le procès-verbal de la session d'examen continu reçus le 28 mars 2022 ;

**SUR** proposition de monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet :

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** la liste des candidats admis au recyclage du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) sont indiquées en annexe du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :**

- le présent arrêté, pourra faire l'objet, dans le délai de 2 mois suivant sa publication :
  - x soit d'un recours gracieux, auprès du préfet des Alpes-Maritimes, direction des sécurités, SIDPC ;

- x soit d'un recours hiérarchique, auprès du ministre de l'Intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, service du conseil juridique et du contentieux, bureau du contentieux des polices administratives.

L'absence de réponse dans le délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet.

- le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux :
  - x soit par voie postale, devant le tribunal administratif de Nice, 18, av des Fleurs, 06 000 NICE ;
  - x soit par voie dématérialisée, via le site Internet <https://www.telerecours.fr> :
    - ✓ dans le délai de 2 mois suivant sa publication ;
    - ✓ ou dans le délai de 2 mois suivant la réponse (tacite ou expresse) de l'administration au recours administratif.

**ARTICLE 3** : le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié centre de formation et d'intervention de Cannes.

**ARTICLE 4** : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs (RAA).

Pour le Préfet,  
La directrice  
des sécurités  
DS-4052

**Elisabeth MERCIER**



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CABINET**  
Direction des sécurités  
Service interministériel de défense  
et de protection civiles

Nice, le **29 MARS 2022**

**ANNEXE À L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2022 - 282**  
**PORTANT PUBLICATION DE LA LISTE DES CANDIDATS ADMIS AU RECYCLAGE DU BREVET**  
**NATIONAL DE SÉCURITÉ ET DE SAUVETAGE AQUATIQUE**

**SESSION FORMATION CONTINUE DU 25 MARS 2022**

<b>NOM PRÉNOM</b>	<b>DATE DE NAISSANCE</b>	<b>LIEU DE NAISSANCE</b>	<b>ORGANISME FORMATEUR</b>
ROUS Patrice	30 octobre 1970	Saint-Raphaël (83)	SNSM CFI Cannes
ZURLETTI Corentin	5 mai 1997	La Seyne-sur-Mer (83)	SNSM CFI Cannes

S O M M A I R E

D.D.I.....	2
D.D.T.M.....	2
Securite publique.....	2
AP 2022.052 Securite publique chasse usage armes a feu AM.....	2
Prefecture des Alpes-Maritimes.....	5
Direction des Securites.....	5
Securite Secours.....	5
AP 2022.282 Liste candidats admis recyclage BNSSA.....	5



# Index Alphabétique

AP 2022.052 Securite publique chasse usage armes a feu AM.....	2
AP 2022.282 Liste candidats admis recyclage BNSSA.....	5
D.D.T.M.....	2
Direction des Securites.....	5
D.D.I.....	2
Prefecture des Alpes-Maritimes.....	5